

Dès maintenant, construisons un mouvement de masse contre Macron et les patrons !

Salaires, services publics, protection sociale... Il y a urgence !

Malgré la situation sanitaire catastrophique dont ils sont responsables, les capitalistes et le gouvernement Macron continuent de vouloir faire payer la crise économique à la classe des travailleurs : casse des services publics (hôpitaux, éducation nationale, énergie, transport, etc.), destruction de la protection sociale (indemnisation du chômage et retraite), augmentations des prix (énergie, produits frais et légumes, etc.) alors que nos salaires ne suivent pas et que les conditions de travail sont toujours dégradées en particulier la surcharge de travail due au manque de personnel et à la précarité de l'emploi, etc.

Dans les entreprises et les établissements publics, des luttes ont lieu : les tramonts de Transdev à Vaux-le-Pénil (77) en grève depuis début septembre contre la dégradation de leurs conditions de travail et la baisse de leur salaire, les agents administratifs et techniques du CHRU de Nancy en lutte contre la suppression de leur RTT faisant suite à la suppression de 150 postes, les femmes de ménage à l'université de Jussieu, ou le personnel dans les EHPAD comme à Saint-Aubin les Elbeuf, les ouvriers dans l'entreprise Bara Sofanor à Crespin, etc.

Certains secteurs se mobilisent aussi avec plus ou moins de réussite : l'Education nationale le 23 septembre moyennement mobilisée malgré les fermetures de classes, les sages-femmes pour une véritable augmentation de leur salaire et la reconnaissance statutaire de leur profession (et contre le mépris gouvernemental) en grève 3 jours du 24/09 au 26/09, la psychiatrie et psychologie en grève le 28 septembre pour des moyens et du personnel, les retraités le 1er octobre, etc. avant la journée de grève interprofessionnelle du 5 octobre.

Avec les confinements, il a été difficile de faire des mobilisations sectorielles ou interprofessionnelles

d'ampleur. Le 5 octobre doit essayer d'être une étape dans la remobilisation de notre classe sociale contre les attaques des capitalistes et de Macron. Nous devons utiliser cette journée de grève et de manifestations du 5/10 pour discuter ensemble des suites à donner pour construire une grève de masse nécessaire pour gagner sur nos revendications et mettre un coup d'arrêt à la politique de Macron.

Les salarié-e-s, souvent le dos au mur, sont parfois en capacité de se mobiliser avec force sur des revendications immédiates au sein de leur entreprise ou établissements publics. Mais ils n'ont pas encore suffisamment confiance en leur force collective, et ni dans les (directions des) organisations du mouvement ouvrier, en particulier les syndicats, pour s'engager dans un affrontement direct avec le gouvernement et le capitalisme sur des revendications plus générales, qu'elles soient défensives ou offensives.

L'absence d'une plateforme revendicative claire et combative portée par les directions confédérales empêche d'entrer dans une bataille commune mais aussi limite l'activité revendicative sur les lieux de travail. C'est aussi par l'apprentissage de la lutte dans leurs lieux de travail que les travailleuses et les travailleurs peuvent expérimenter leur force collective, tirer des leçons et de l'expérience ainsi que gagner la confiance en eux-mêmes et en leurs organisations, et pour cela il faut des directions nationales des syndicats qui soutiennent, encouragent, et se fassent l'écho des combats locaux.

Il nous faut donc reconstruire la dynamique d'une lutte des classes et du «tous ensemble» en se basant sur les luttes réelles dans les entreprises et les établissements publics.

Il faut une orientation claire vers la lutte, en rompant avec la cogestion et la collaboration de classe, autour



de revendications qui non seulement répondent à la satisfaction des besoins immédiats mais qui tracent aussi des perspectives vers la socialisation et mise en propriété publique des moyens de production et l'égalité économique, sociale et politique réelle

Les structures interprofessionnelles, au niveau des territoires, doivent soutenir ces luttes, favoriser leur publicité, organiser la solidarité (financière, au travers de motions, par des initiatives qui permettent de se regrouper dans l'action, etc.). Il faut que les luttes se renforcent, et que les directions confédérales, en particulier à la CGT, proposent à l'ensemble de la classe ouvrière la discussion sur un plan d'action.

Un tel plan d'action devrait commencer par une journée nationale d'appel à la grève qui soit réellement pré-

paré pendant des semaines, basée sur les revendications réelles des travailleur-se-s discutées sur les lieux de travail. Une telle journée, accompagnée de blocages par les piquets de grève, permettrait à la classe ouvrière de montrer sa force. Sa préparation devra inclure l'ensemble du mouvement ouvrier (syndical, politique et associatif) au sein d'un front unique, sans s'indexer sur les prochaines échéances électorales, démontrerait réellement la volonté d'en découdre des syndicats.

Seule une direction combative dans les syndicats serait en mesure de proposer et de mettre en œuvre une telle orientation. Elle reste à construire... venez la construire avec nous et venez discuter des revendications que nous mettons au débat !

- Pour l'augmentation immédiate des salaires : pas de salaire en dessous de 14€ de l'heure, augmentation du point d'indice de la fonction publique, SMIC à 1800 euros bruts
- Non aux licenciements, pour une solidarité de masse des travailleurs contre les suppressions d'emplois, pour l'expropriation des capitalistes des entreprises qui licencient, socialisation en propriété publique, sous le contrôle et gestion démocratique par les travailleurs et travailleuses.
- Pour la réduction du temps de travail et partage du travail entre toutes et tous, sans baisse des salaires. 32h hebdo immédiatement ! Pour l'embauche en contrat stable de tous les emplois précaires.
- Pour un plan massif d'embauches dans les services publics afin de répondre aux besoins de la population (santé, éducation, énergie, transport,
- Pour l'expropriation des capitalistes de la santé et la création d'un monopole de santé public allant de la recherche médicale et pharmaceutique jusqu'aux soins hospitaliers en passant par l'industrie de production des médicaments et du matériel médical. Pour l'arrêt des privatisations et la renationalisation des services et entreprises publics privatisés.
- Pour une véritable protection sociale de qualité: Retraite à 60 ans et 37,5 annuités cotisés. Indemnisation du chômage à 80% des anciens salaires pour tous les privé-e-s d'emploi. Couverture santé par la Sécurité sociale avec une prise en charge à 100%
- Pour la renationalisation des entreprises privatisées (énergie, transport etc.) et le blocage des prix de l'électricité, du gaz, des produits de 1ère nécessité
- Non à la répression dans les entreprises/établissements publics comme dans les manifs.
- Pour l'égalité des droits travailleurs français et travailleurs immigrés. Des papiers pour toutes et tous.

Pour nous contacter

Par téléphone/WhatsApp au +33 (0) 7 . 81 . 32 . 75 . 89

Par mail contact@gaucherevolutionnaire.fr

Sur internet

www.gaucherevolutionnaire.fr - [gaucherevolutionnaire.org](https://www.gaucherevolutionnaire.org)

Écrivez-nous

Les Amis de L'Égalité,
82 rue Jeanne d'Arc, centre 166,
76000 Rouen

Je souhaite prendre contact avec la Gauche Révolutionnaire

nom :

Prénom :

adresse :

téléphone :

mail :